

REPUBLIQUE DU CAMEROUN



**PROGRAMME D'INVESTISSEMENT FORESTIER
(PIF – Cameroun)**

MISSION DE CADRAGE DU FIP CAMEROUN
Yaoundé, 21-25 Septembre 2015

AIDE MEMOIRE



I. INTRODUCTION

1.1 La mission de cadrage relative à la préparation du Plan d'Investissement associé au Programme d'Investissement Forestier (PIF) s'est déroulée à Yaoundé Cameroun du 21 au 25 septembre 2015. Cette mission était conduite par le Gouvernement du Cameroun à travers le point focal désigné du PIF au sein du Ministère de l'Environnement de la Protection de la Nature et du Développement Durable et a connu la participation des représentants de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale (voir liste des délégations en annexe1).

1.2 Le Fonds d'Investissement Climat (CIF) mis en place par les Banques Multilatérales de Développement (BMD), vise à promouvoir la coopération internationale sur le changement climatique et à appuyer les pays en développement dans leurs efforts d'atténuer l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et de s'adapter au changement climatique. Deux fonds fiduciaires ont été créés dans le cadre de CIF: (i) le Fonds de Technologie Propre (CTP) qui appuie les projets et programmes permettant d'assurer la démonstration, le déploiement et le transfert des technologies à faibles émissions de carbone; et (ii) le Fonds Stratégique pour le Climat (SFC) qui finance les programmes et projets assurant la promotion des approches innovantes au changement climatique. Le SFC dispose de trois programmes: le Programme Pilote pour la Résilience Climatique (PPCR), le Programme d'Investissement pour les Forêts (PIF) et le Programme Progressif des Energies Renouvelables pour les Pays à faibles revenus.

1.3 L'objectif du Programme d'Investissement pour les Forêts (PIF) est de mobiliser les politiques, les mesures et les financements substantiellement croissants en vue de faciliter la réduction de la déforestation et de la dégradation forestière et de promouvoir la gestion durable des forêts (REDD+). Le PIF ne pourra pas en soi offrir les mesures incitatives nécessaires pour réduire de manière significative les émissions de gaz à effet de serre, mais pourra permettre aux pays pilotes de tirer profit des mesures incitatives si elles sont mises en œuvre dans le cadre d'un mécanisme adopté par la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, qui assure la promotion et la valorisation du secteur forestier, comme le mécanisme REDD+ en discussion actuellement.

1.4 La République du Cameroun a été sélectionnée en mai 2015 comme un des 6 pays pilotes du PIF, tenant compte de son état d'avancement dans le processus de préparation à la REDD+. En effet, le Cameroun dispose d'un Plan National de Préparation (R-PP) approuvé par le FCPF (*Forest Carbon Partnership Facility*). Le processus de préparation du R-PP a assuré la participation et l'implication des acteurs concernés par la déforestation et la dégradation forestière, notamment les peuples autochtones et des communautés locales. Le R-PP propose une feuille de route pour la création des capacités institutionnelles et techniques qui permettraient au Cameroun de participer au mécanisme REDD+ international. En plus, la mise en œuvre des investissements PIF au Cameroun générera des leçons importantes pour les autres pays de la région. Le Gouvernement du Cameroun a confirmé son intérêt à participer au programme PIF en envoyant une lettre au Comité du PIF ainsi que le questionnaire dûment complété.

II. OBJECTIFS ET COMPOSITION DE LA MISSION

2.1 L'objectif de la mission de cadrage était d'initier le dialogue avec le gouvernement et les principales parties prenantes pour planifier toutes les activités de préparation du Plan d'Investissement PIF. De manière spécifique, la mission était censée: (i) discuter les buts poursuivis par le programme du PIF, ses bénéfices et modalités de mise en œuvre de manière à assurer une compréhension et une vision commune du PIF auprès de toutes les parties prenantes; (ii) discuter de la manière dont le PIF s'insère dans et appuie le processus de préparation à la REDD au Cameroun, entamé depuis 2008 avec le soutien des programmes FCPF et autres ; (iii) discuter avec les parties prenantes des types d'activités qui pourraient être incorporées dans le plan d'investissement du PIF en prenant en compte le processus de préparation de la Stratégie Nationale REDD+ en

cours; et (iv) identifier les dates et élaborer les Termes de Référence pour la mission conjointe, ainsi que sa composition, le rôle de chacune des institutions participantes, le budget, les étapes à suivre, en se focalisant sur les types de compétences nécessaires pour la mission, la planification des différentes réunions destinées à assurer la couverture adéquate des sujets-clés.

2.2 La mission a tenu des séances de travail avec la coordination de la REDD+ et du PIF pour discuter de la programmation du PIF (étapes et critères pour la préparation du plan d'investissement et des axes possibles d'intervention, modalités de financement, etc.). Des séances de travail ont été organisées avec la participation des représentants des partenaires techniques et financiers, de la société civile nationale (y compris le représentant des Peuples Autochtones) et internationale et du secteur privé. Ces séances ont donné un aperçu global du PIF et de l'état d'avancement du processus national REDD+ au Cameroun. Un atelier regroupant les parties prenantes a été également organisé pour discuter les résultats préliminaires de la mission. Il a permis de noter les principales préoccupations des parties prenantes. A la fin de la mission, une réunion de synthèse a été organisée avec le Secrétariat Technique de la Coordination Nationale REDD+ et le point focal FIP. A cette occasion, le présent aide-mémoire résumant les principaux résultats de la mission a été examiné et finalisé. La liste des participants à ces séances de travail est présentée en Annexe 2.

2.3 La mission adresse ses vifs remerciements au Gouvernement et à toutes les parties rencontrées (institutions nationales et locales, organisations de la société civile, secteur privé, partenaires techniques et financiers) pour l'intérêt qu'ils ont manifesté à ce programme et pour leur contribution de qualité aux travaux. La mission remercie particulièrement le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable, ainsi que les bureaux de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement à Yaoundé pour les facilités qui lui ont été accordées.

III. RESULTATS DE LA MISSION DE CADRAGE

3.1 Prise de contact avec les autorités et identification des parties prenantes impliquées dans le processus de REDD+ au Cameroun :

La mission a rencontré les principaux acteurs du processus REDD+ au Cameroun, notamment le Ministre de l'Environnement Protection de la Nature et Développement Durable ; le Ministre des Forêts et de la Faune ; le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, le Directeur Général de la Coopération du MINEPAT, les membres du Secrétariat Technique de la Coordination Nationale REDD+, les représentants de la plateforme de la société civile et les principaux partenaires techniques et financiers. Elle a aussi rencontré le Haut-Commissaire du Royaume-Uni au Cameroun. Ces rencontres ont permis d'échanger sur le Programme d'Investissement forestier notamment son contexte, ses objectifs, ses résultats attendus, ses procédures et modalités de mise en œuvre, de manière à assurer une bonne compréhension et une vision commune des acteurs sur le programme. Il a été convenu et confirmé que le processus de préparation du Plan d'Investissement se fera dans le cadre d'une approche participative et impliquera le secteur privé.

3.2 Alignement stratégique du plan d'investissement :

Le PIF s'aligne sur la stratégie REDD + du Cameroun, notamment sur les principaux axes stratégiques identifiés dans le cadre du R-PP. Pour ce faire, l'intensification et la sédentarisation agricole, la modernisation de l'élevage et la réduction des parts de bois énergie dans la consommation énergétique au niveau national à travers la vulgarisation des foyers améliorés, pourraient être des points à considérer. La question de reboisement dans la partie septentrionale du pays a également été évoquée. Il a été retenu que le PIF devra prendre en compte tous les documents stratégiques relevant non seulement des politiques générales mais aussi des aspects sectoriels (DSCE 2010-2022, Politiques forestière, environnementale, agricole, etc.) et politiques régionales

(Plan de convergence de la COMIFAC). Les deux parties ont convenu également que l'élaboration du Plan d'Investissement tienne compte de la nouvelle initiative pour les Forêts d'Afrique centrale - CAFI (*Central African Forest Initiative*) et du Fonds vert pour le Climat (GCF) dont les ressources pourront être mobilisées pour son financement.

3.3 **Relation entre le PIF et le processus REDD+ national et examen la documentation existante sur la problématique REDD+ :**

Dans le cadre de l'état d'avancement du processus REDD+ au Cameroun, la mission a recensé la liste non exhaustive des documents disponibles et qui seront utiles lors du processus de préparation du plan d'investissement. Le Plan d'investissement se doit d'être un outil de sélection des initiatives (projets) les plus à même de contenir les moteurs de déforestation et de dégradation des forêts. Une liste plus exhaustive des documents de base devra être établie à l'entame du processus de préparation du Plan d'Investissement. Il a été demandé aux différentes parties prenantes de contribuer à la collecte de toute la documentation pertinente à prendre en compte dans l'analyse et la préparation du plan. La mission a noté que l'étude sur les moteurs de déforestation et dégradation des forêts à l'échelle nationale n'était pas encore réalisée, toutefois elle a été rassurée par le fait que des rapports à l'échelle de certaines régions d'intérêt (Sud-Ouest et Est) sont disponibles. Par ailleurs, l'étude conduite par la Banque mondiale en 2013 sur les tendances des moteurs de déforestation en Afrique Centrale devrait être de grand intérêt. Des informations complémentaires seront nécessaires pour alimenter le plan. Les ressources du don de préparation pourraient être utilisées pour des aspects précis.

Le tableau ci-dessous résume quelques éléments actuels du processus REDD+ qui serviront de base notamment pour l'élaboration du Plan d'Investissement du PIF.

Processus de Préparation à la REDD+	Rôle dans le PIF
Coordination Nationale REDD+/secrétariat Technique REDD+ (avec un personnel dédié aux activités de préparation de la REDD+)	Rôle d'exécution, y compris la préparation du plan d'Investissement PIF et des Programmes spécifiques d'investissements.
Comité National REDD+/Secrétariat technique REDD+	Pilotage des activités PIF
Plan de Consultation REDD+	Le Plan de Consultation élaborée pour le processus national REDD+ offre des pistes pour les consultations sur le plan d'Investissement du PIF
Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (SESA) de la stratégie nationale REDD+	Instrument pour l'analyse des risques sociaux et environnementaux et des sauvegardes à être appliquées à la stratégie d'investissement PIF
Identification d'activités REDD+	Qui détermineront les axes prioritaires d'intervention dans le plan d'Investissement du PIF

3.4 **Planification des activités de préparation du Plan d'investissement du programme FIP Cameroun**

La mission a convenu d'une planification des activités qui prend en compte les exigences du Programme d'Investissement Forestier. En effet, le plan d'investissement est attendu normalement 18 mois au plus tard après notification du pays de son éligibilité au don. Sur cette base, il a été convenu que les activités de préparation seront regroupées autour de quatre axes :

- *Processus administratif de mobilisation des ressources du Don*. Il est question d'envoyer la requête de financement à l'Unité Administrative du CIF (CFI AU) et en parallèle entamer toute la procédure d'ouverture du compte désigné, le lancement du processus de signature de l'accord de don avec tous les aspects juridiques afférents ;
- *Préparation technique* : Il sera question de lancer le processus de préparation des Termes de références devant servir au recrutement des consultants. Il faudra aussi conduire le processus d'identification et de recrutement des consultants ;
- *Missions conjointes* : Il a été convenu que deux missions conjointes seront envisagées. Elles devraient être espacées de 4 mois chacune. ;
- Validation et soumission du plan d'investissement.

Le Gouvernement du Cameroun a indiqué son intention de soumettre le plan d'Investissement du PIF à la réunion du Sous-comité PIF en octobre **2016**. Pour y arriver, les efforts de préparation de la stratégie seront déployés immédiatement, sous la conduite du Point Focal du PIF, au sein de la Coordination Nationale REDD+.

Le Gouvernement a sollicité le **don de préparation de 250.000 \$US**, prévu par le PIF pour la préparation du plan d'Investissement. Ce ressources devraient permettre de : i) recruter des experts nécessaires au montage du plan (expert international et nationaux) ii) organiser des ateliers de consultation des parties prenantes y compris le secteur privé; iii) organiser des consultations avec les parties prenantes sur le plan d'investissement du PIF. La responsabilité administrative pour la gestion de ce don sera communiquée par le Gouvernement.

La mission a partagé avec le Gouvernement le canevas pour la préparation de la requête PIF. Cette requête devrait être accompagnée des TdRs pour la mission conjointe. La plupart des informations nécessaires pour l'élaboration du plan d'Investissement PIF sont déjà disponibles dans les divers documents concernant la REDD+ au Cameroun. Cependant, certains éléments du plan seront à enrichir avec des informations provenant des autres sources, ou à compléter par des travaux ponctuels à programmer dans les mois qui viennent – voire tableau ci-dessous.

Eléments du plan d'Investissement	Commentaires de la mission
1. Contexte du pays et analyse du secteur	Informations disponibles
2. Identification des opportunités de réduction des émissions	Des idées existent dans le R-PP et d'autres documents comme le PNIA, mais l'étude des moteurs de la déforestation permettra de faire une bonne identification des opportunités
3. Cadre réglementaire et politique	Des informations sont disponibles, mais l'analyse du cadre de gouvernance doit être entreprise
4. Co-bénéfices de la stratégie	Faire ressortir ces éléments dans la stratégie
5. Collaboration entre BMDs et autres partenaires	Faire ressortir le partenariat avec le secteur privé, y compris les programmes des BMDs en cours
6. Identification et justification des Programmes à cofinancer par le PIF	Pour la préparation du plan d'Investissement, la question clé est la priorisation des investissements et l'articulation entre les Programmes sectoriels et habilitants.
7. Potentiel de mise en œuvre et évaluation des risques	Clarifier comment les programmes anticipés seront gérés et exécutés, tout en évaluant le gap existant entre la capacité nécessaire pour la performance adéquate des programmes et celle existante, ainsi qu'en présentant le

	plan pour combler ce gap. Identifier les risques transversaux et les risques spécifiques par des actions proposées, à partir de la vision des différentes parties prenantes. L'Etude Environnementale et Sociale Stratégique (SESA) est un outil qui permet aussi d'identifier des risques sociaux et environnementaux.
8. Plan et instruments de financement	Le Plan devrait clarifier comment les ressources PIF seront gérées et coordonnées avec le processus de programmation de l'investissement public et avec les autres sources de financement. Clarifier les modalités d'investissement PIF (subventions, garanties, financements concessionnels, etc.).
9. Cadre des résultats pour le FIP	

3.5 **Dispositif institutionnel à mettre en place pour la préparation du Plan d'investissement.**

La mission a convenu avec les autorités que l'arrangement institutionnel mis en place dans le cadre de la REDD+ sera utilisé lors de la préparation du plan d'investissement. Les autorités ont insisté sur la nécessité de travailler avec les structures existantes afin de renforcer l'appropriation. Pour ce faire, le Secrétariat Technique va assurer l'appui technique au Point focal PIF qui sera le principal ordonnateur du Don PIF. L'unité fiduciaire du Secrétariat technique dispose des capacités techniques suffisantes pour gérer les ressources du don. Pour les aspects de pilotage processus, il a été convenu que le Groupe de Travail Multi acteurs à mettre en place par le MINEPDED assurera l'accompagnement technique mais que le Comité de Pilotage REDD+ endossera le Plan d'Investissement. Il est demandé que pendant tout le processus de préparation, le Comité de Pilotage soit régulièrement informé de l'état d'avancement.

Le Ministère des Forêts et de la Faune devrait occuper une place prépondérante dans le processus de préparation et de validation du FIP. A cet effet, il a été convenu que le MINFOF participe activement à la préparation des missions conjointes, et à l'élaboration des TDR des consultants. Un mécanisme de validation préalable des documents doit être mis en place entre les Ministères chargés de l'Economie, de l'Environnement et des Forêts.

3.6 **Processus de communication et de consultation des acteurs dans la phase de préparation du plan d'investissement :**

La mission a été informée qu'un plan de consultation des parties prenantes était en cours de finalisation. Ce plan initialement dédié aux activités de préparation de la stratégie nationale REDD+ devra intégrer les aspects liés au Plan d'Investissement afin de renforcer la cohérence et lien ombilical qui existent entre la préparation de la stratégie et la préparation du plan d'investissement. Ces deux aspects font partie intégrante de la REDD+. La mission a par ailleurs été informée qu'une stratégie de communication de la REDD+ était disponible. Elle recommande que cette stratégie de communication soit déclinée en un plan de communication simple orienté vers une meilleure diffusion des actions menées. Il sera également important qu'une plate-forme interactive sous la forme d'une page web soit créée et où toutes les contributions des parties prenantes peuvent être transmises.

3.7 **Répartition des rôles et responsabilités des principaux acteurs du processus y compris des deux Banques multilatérales.**

La mission a convenu que le processus de préparation sera conduit par le Gouvernement du Cameroun à travers la Coordination Nationale REDD+. Les deux Banques multilatérales apporteront un appui technique permanent

pendant et en dehors des missions conjointes. La mission a rappelé l'importance de l'approche participative dans l'élaboration du plan d'investissement. Toutes les parties prenantes doivent être mobilisées.

En ce qui concerne le rôle de Chef de file de l'une des Banques multilatérales, les autorités ont indiqué qu'elles communiqueront leur choix au PIF après la mission. Toutefois, il a été convenu que le rôle de Chef de file d'une Banque ne lui confère pas le monopole des décisions sur le processus. Le Gouvernement attend que toutes ces Banques l'aident à préparer un Plan d'Investissement robuste et qui soit susceptible d'être financé une fois finalisé.

3.8 Modalités et calendrier de la mobilisation du don FIP de préparation du Plan d'Investissement :

Il a été convenu que la Banque, Chef de file, devra communiquer avec le Gouvernement les modalités et le calendrier de mobilisation. Compte tenu de l'impératif d'accélérer le processus, il a été envisagé l'option d'un préfinancement des activités de préparation pendant qu'en parallèle, le processus de mobilisation des ressources du don se poursuit. Les modalités seront définies et arrêtées une fois la Banque chef de file désignée.

3.9 Programmation et Organisation de la mission conjointe PIF

La mission conjointe a pour objectif d'assister le Cameroun à développer un plan d'investissement pour les programmes et projets à mener sous le PIF, ainsi qu'à chiffrer son coût. Le gouvernement mènera la mission, et invitera les parties prenantes clés des instances gouvernementales, des organisations non-gouvernementales (y compris les représentants des communautés locales et peuples autochtones) ainsi que du secteur privé. Les partenaires techniques et financiers internationaux, y compris le FCPF, l'UN-REDD, le Fonds Forestier du Bassin du Congo, ainsi que les agences de développement bilatérales et multilatérales seront également invités. Les Termes de Référence pour la mission conjointe (voire draft en Annexe 4) doivent inclure la composition de la mission, les budgets requis pour chaque MDB, les noms et adresses des participants du Gouvernement et des BMDs, ainsi que le calendrier prévu des réunions, des consultations et des voyages. Ils seront soumis au Comité des BMD pour approbation du budget alloué au BMDs.

La première mission conjointe aura lieu en Mars 2016 à **Yaoundé, et dans tous les cas ne doit dépasser** deux semaines. La mission conjointe aura pour but principal d'évaluer la version préliminaire du plan d'investissement du PIF, préparé par le Gouvernement, et y apporter des suggestions. La deuxième mission conjointe sera programmée en juillet 2016.

3.9 Secteur privé et les modalités de financement

Un des buts visés par le Fonds d'investissement climatique (FIC), est de combiner les financements destinés aux solutions pour le climat avec d'autres ressources de développement provenant des BMD, des Etats et du secteur privé, afin d'attirer des financements complémentaires substantiels. Compte tenu des besoins de financement importants, il a été convenu d'élaborer le Plan d'Investissement dans le sens d'attirer davantage de ressources du secteur privé.

3.10 Mesures de Sauvegardes Environnementales et Sociales

Les risques sociaux et environnementaux du plan d'Investissement PIF doivent être analysés à travers les sauvegardes des BMDs. Comme le plan PIF est un instrument de planification étroitement liée à la Stratégie Nationale REDD+ en cours de l'élaboration, la mission a jugé que l'Évaluation Environnemental et Sociale Stratégique qui sera menée par le gouvernement dans le cadre de la préparation REDD (sous financement du FCPF) est l'instrument de sauvegardes adéquat pour le PIF également. La mission a également clarifié que

chaque projet ou programme à financer par le PIF sera analysé d'après les politiques de sauvegardes de la BMD responsable pour sa gestion.

3.11 **Questions soulevées par les parties prenantes lors des séances de travail ouvertes**

Lors de l'atelier organisé à cet effet, les parties prenantes ont discuté les résultats préliminaires de la mission. En même temps, elles ont partagé leurs différentes expériences, indiqué les études réalisées, et soulevé des préoccupations. Au nombre de celles-ci figure le caractère inclusif du processus d'élaboration du FIP, notamment la participation active des sectoriels. Elles ont également insisté sur le respect du calendrier afin que le Plan d'Investissement du Cameroun soit réalisé dans les délais. Enfin, elles ont insisté sur la nécessaire appropriation par le Cameroun de l'ensemble du processus. Les BMDs quant à elles ont profité de l'occasion pour faire diverses présentations : les principales conclusions préliminaires de la mission ; les généralités sur le FIP, la mobilisation des ressources FIP, le planning des activités pour l'élaboration du Plan d'investissement, le processus de revue, les missions conjointes. Le projet de calendrier a été également présenté. Enfin toute la documentation FIP et les formats ont été transmis aux participants.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA MISSION DE CADRAGE DU PIF

La mission de cadrage a été conduite dans de bonnes conditions et l'ensemble des points inscrits dans les termes de référence ont été examinés. En particulier, elle a fait le point sur le statut actuel du processus d'élaboration de la stratégie de la REDD+, l'état des études disponibles et celles à réaliser, notamment les moteurs de la déforestation, la programmation et les TDR de la mission conjointe, la consultation avec les parties prenantes, l'engagement des autorités nationales, la planification du processus d'élaboration de la stratégie d'investissement et du dispositif institutionnel à mettre en place. La mission recommande que le calendrier convenu soit respecté et que le Plan d'investissement tienne compte des nouvelles initiatives et intègre la notion de développement et de paysage.

V. PROCHAINES ÉTAPES DE LA PROGRAMMATION PIF Au CAMEROUN

Activités	Responsable	Dates
Finalisation des TdRs de la Mission Conjointe	BMD	Oct 2015
Envoi de la requête du don de préparation du plan d'Investissement	Coord PIF	09 Oct 2015
Lancement de l'appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement des consultants	Coord PIF	Nov 2015
Envoi des invitations pour la Mission Conjointe	MINEPDED	15//2015 Jan 2016
Première version <i>draft</i> du plan d'Investissement	Coord PIF	

		Fev 2016
Mission conjointe	BMDs	Mars2016
Signature de l'accord de don de préparation du plan d'investissement	BMD / MINEPDED	
Soumission du plan d'Investissement au Sous-comité du PIF	MINEPDED	Octobre 2016
Revue du plan d'Investissement par le Sous-comité du PIF	S/C du PIF	Oct-Nov 2016

Annexe 1. Composition et calendrier de la mission de cadrage

A. Composition de la mission de cadrage

1. Equipe internationale

Nom	Institution	E-mail
Samba Tounkara	Banque Africaine de Développement (BAD)	s.tounkara@afdb.org
Modibo Traoré	BAD	d.traore@afdb.org
Ali Cissé	BAD	a.cisse@afdb.org
Christine Dovonou	CBFF / BAD	c.dovonou@afdb.org
Cyrille Ekoumou	CBFF/BAD	c.ekoumou@afdb.org
Emeran Serge Menang Evouna	Banque mondiale (BM)	emenangevouna@worldbank.org
Gerhard Dieterle	BM	gdieterle@worldbank.org
Amadou Ncharé	BM	anchare@worldbank.org
Odilia Renata Hebga	BM	ohebga@worldbank.org
Krystina Bishop	BM	kbishop@worldbank.org
Jeanne d’Arc Edima	BM	jedima@worldbank.org

2. Équipe Nationale

HAMAN Unusa	Point Focal FIP/MINEPDED	
AMOUGOU Joseph A	Point Focal Changement Climatique/MINEPDED	
MOKOM Clorine	CN-REDD+/MINEPDED	clorinefmokom@yahoo.com
MAMOOU Tientcheu Brice	CN REDD+	momouobrice@yahoo.fr
ZOUH Tem Isabella	CN-REDD+	zouhtem@yahoo.com
OIOA Venant	CN/REDD+	oloavenant@yahoo.fr

B. Calendrier de la mission conjointe

Jours	Horaires	Activités	Observations	Lieu
Jour 1	9h00 – 12h00	Réunion interne aux membres internationaux de la mission	Réunion pour discuter l’agenda, méthodologie de travail et résultats attendus	BAD
	14h00-18h00	Réunion d’Ouverture avec les autorités camerounaises	Réunion présidée par le Ministre (d’après sa disponibilité)	MINEPD ED
		Discussion avec l’équipe du gouvernement (MINEPDED et CN-REDD)	Validation agenda Avancées sur la stratégie nationale REDD Passage en revue des résultats de la mission de cadrage et autres recommandations des réunions audio/vidéo conférence Présentation de la Stratégie préliminaire	
Jour 2	9h00-12h00	Discussion avec l’équipe du gouvernement (MINEPDED et CN-REDD)	Discussion sur les modalités de financement Rôle du secteur privé	
	13h00-15h00	Réunion avec les partenaires techniques et financiers	- Réactions à la Stratégie d’Investissement préliminaire	
	15h30 – 17h30	Réunion avec le secteur privé sur la Stratégie d’Investissement	- Discussions sur le rôle et les attentes du secteur privé	
Jour 3	9h00 – 11h00	Réunion avec la société civile sur la Stratégie d’Investissement	- Réunion avec un groupe élargi de la société civile	
	13h00 – 15h00	Réunion avec membres du Comité National REDD et Comité Interministériel REDD		
Jour 4	9h00 – 11h00	Réunion sur le suivi du PIF, le cadre logique PIF et le lien avec le MNV national		

	13h00 – 15h00	Réunions entre la partie gouvernementale et la mission		
Jour 5	9h00-12h00	Réunion interne aux membres de la mission	Préparation de l'aide-mémoire de la mission	
	14h00	Réunion de restitution avec le Gouvernement	Présidée par le Ministre (d'après sa disponibilité)	
Jour 6	Visite de terrain. Visite d'un projet à identifier			

Annexe 2: Participants aux séances ouvertes

No	Nom et prenom	Institution	Email
1	MENANG Evouna	BM	
2	AMOUGOU Joseph A.	MINEPDED/SDMCC	joearmathe@yahoo.com
3	NZOGANG Daniele	CN-REDD+	danzo_g2000@yahoo.com
4	MARUTA Eiko	JICA	maruta.eiko@jica.go
5	SATO Koyo	JICA/FNC	Sato.koyo@chcjp.com
6	ZOUH Tem Isabella	CN-REDD+	zouhtem@yahoo.com
7	ASSENG Ze C. Armand	FAO	Armand.assengze@fao.org
8	TCHINDA Tazo Simplicie	MINT/DMN	Tchinda9@gmail.com
9	MAMOOU Tientcheu Brice	CN REDD+	momouobrice@yahoo.fr
10	ALI Cisse	BAD/ CAmeroon	a.cisse@afdb.org
11	Cyrille EKOUMOU	CBFF/BAD	c.ekoumou@afdb.org
12	Veronique TSHIMBALANGA	CBFF/BAD	v.tshimbalanga@afdb.org
13	SAMBA Toumkara	BAD	s.toumkara@afdb.org
14	MODIBO Traore	BAD	d.traore@afdb.org
15	DOVONOU Christine	CBFF/BAD	c.dovonou@afdb.org
16	BOUBA Hawe	AIWO-CAN	Hawebouba@yahoo.com
17	HAMAN Unusa	MINEPDED	hamanunusa@yahoo.fr
18	Dieudonne ALEMAGI	ICRAF	d.alemagi@cgiar.org
19	SONWA Denis J.	CIFOR	d.sonwa@cgiar.org
20	Belmond TCHOUMBA	WWF	gbtchoumba@wwfcam.org
21	Roger C. FOTSO	WCS	wscscameroon@wcs.com
22	MINLEND Sidonie	MINAS	uemenieminlend@yahoo.fr
23	NTSAGA MBOLE Yves	DGCOOP/MINEPAT	ntsagamboule@gmail.com
24	HUBERT Didier	GIZ/ProPSFE	didier.hubert@eco-consult.com
25	Dr. ASUTAKANG James	Pmis Office	
26	EBOLO Gilles Arsene	MINDCAF	gillesendez@gmail.com
27	Pr. TCHINDJANG Mesmin	Université de Yaoundé I	Tchindjang.mesmin@gmail.com mtchind@yahoo.fr
28	ONGOUA Martine	MINPROFF	martineongola@gmail.com
29	ETAME AKOULONG Jean Jacques	MINADER	Etame_jj@hotmail.com
30	NKIE Martin Cyrille	MINFOF	nkie.martin@
31	ASSAN GOMSE	MINFOF	agomse@yahoo.fr
32	WASSMER Gaél	AFD	wassmerg@afd.fr
33	MOKOM Clorine	CN-REDD+/MINEPDED	clorinefmokom@yahoo.com
34	NGALLE AVA Nicole Blanche	SDACL/OUNOUDT	nbgalliava@gmail.com
35	TIOMO DONGFACK Emmanuel	CEW	Tiamoemmanuel2008@
36	AKEM Joseph Aristide	PAST/REDD+	arisakem@gmail.com
37	EFOUBA Alinga	FOPESS	Efouba.alinga@yahoo
38	MOUEL NJOCK Jacques Delmas	FOPESS	mouelnjockdelmas@gmail.com
39	BILACK GARKA Armand Blaise	MINTOUL	bilackgar@yahoo.fr

40	BIGNOM Blaise	CONSULTANT MINEPDED	bignomblaise@yahoo.fr
41	MOMO Achille	CONSULTANT MINEPDED	Machile2003@yahoo.fr
42	Dr.MEKE SOUNG Pierre N.	MINEPIA	pierremeke@yahoo.com
43	OIOA Venant	CN/REDD+	oloavenant@yahoo.fr

Annexe 3: Termes de Référence de la mission de cadrage

**TERME DE REFERENCES POUR LA MISSION DE CADRAGE RELATIVE A LA
PREPARATION DU PLAN D'INVESTISSEMENT DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DES
FORETS (PIF) DU CAMEROUN
Du 21 au 25 Septembre 2015**

1- Contexte

Avec près de 22 millions d'hectares de forêt soit 41,3% de son territoire, le Cameroun fait partie du massif forestier du Bassin du Congo. Il présente une forte diversité écologique. Le pays est subdivisé en cinq zones agro-écologiques définies sur la base de leurs caractéristiques écologiques, climatiques et édaphiques (Forêts à pluviométrie bimodale, Forêts humides à pluviométrie monomodale; Hauts plateaux ; Hautes savanes guinéennes et Soudano sahélienne).

Le Cameroun s'est engagé dans le processus REDD+ depuis l'émergence de celui-ci au niveau international. Le premier pas du Cameroun a été celui de la validation du R-PIN du pays en 2008. En juin 2011, la rédaction du Readness Preparation Plan R-PP a été lancée. Le R-PP a été présenté en octobre 2012 au comité des Participants organisé à Brazzaville. La version finale a été approuvée en février 2013.

En mars 2015, le Gouvernement camerounais avait officiellement soumis une manifestation d'intérêt au Programme d'investissement forestier (PIF) faisant suite à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par CIF Administration Unit (CIF AU) en janvier 2015. La manifestation d'intérêt était structurée autour des activités sectorielles REDD+ et des interventions transversales. La manifestation d'intérêt est focalisée sur les activités devant conduire à la réduction de la pression sur les forêts ainsi que la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts, notamment par l'intensification de l'agriculture et de l'élevage, le renforcement des efforts de conservation, la promotion des projets pilotes REDD+, la régénération forestière et le reboisement. En termes d'interventions transversales, la manifestation d'intérêt a proposé la préparation d'un plan d'investissement multi-usages, l'établissement et l'institutionnalisation des mesures visant à surmonter les nombreuses barrières à une gestion durable des ressources naturelles et le renforcement du processus de consultation inclusive des parties prenantes.

En mai 2015, le Sous-comité du FIP a retenu le Cameroun parmi les 6 nouveaux pays-pilotes devant bénéficier d'un don de 250 000 dollars américains pour préparer son Plan d'Investissement.

Le FIP est un des quatre programmes du Fonds d'Investissement Climat (CIF). Il vise à mobiliser des ressources pour assister les pays en développement à réduire la déforestation et la dégradation des forêts, suivant le processus REDD+. Les ressources sont octroyées sur une base programmatique, résultant d'un processus de concertation inclusive aussi large que possible pour élaborer les Plans d'Investissement.

2- Objectifs de la mission

La mission de cadrage s'inscrit dans le processus d'élaboration du PI du FIP du Cameroun. Son objectif est d'initier le dialogue avec le Gouvernement du Cameroun ainsi que les principales parties prenantes pour

identifier et planifier les activités qui concourront à une bonne préparation du Plan d'Investissement du Programme d'Investissement Forestier du Cameroun.

De manière plus spécifique la mission va consister à:

- (i) Prendre contact avec les autorités et les parties prenantes impliquées dans le processus de REDD+ au Cameroun, et à échanger avec elles sur le PIF, notamment son contexte, ses objectifs, résultats attendus, les procédures et modalités de mise en œuvre, de manière à assurer une bonne compréhension et une vision commune des acteurs sur le programme;
- (ii) Identifier les principales parties prenantes à impliquer dans le processus de préparation du plan d'investissement du programme FIP Cameroun;
- (iii) Discuter des grandes lignes de la manifestation d'intérêt présentée par le Cameroun et notamment comment le PIF s'insèrera dans le processus de préparation de la REDD+ entamé au Cameroun en 2008 avec le soutien du Forest Carbon Partnership Fund (FCPF);
- (iv) Examiner la documentation existante sur la problématique de la gestion durable des forêts au Cameroun et identifier les gaps d'information et les études complémentaires requises pour la préparation du Plan d'investissement du programme FIP Cameroun;
- (v) Convenir du processus de communication et de consultation des acteurs dans la phase de préparation du plan d'investissement ;
- (vi) Convenir avec les autorités sur les rôles et responsabilités des principaux acteurs du processus y compris des deux Banques multilatérales;
- (vii) Identifier et planifier les activités de préparation du Plan d'investissement du programme FIP Cameroun ;
- (viii) Convenir du dispositif institutionnel à mettre en place pour la préparation du Plan d'investissement.
- (ix) Convenir des modalités, des étapes et du calendrier de la mobilisation du don FIP de préparation du Plan d'Investissement;
- (x) Convenir du calendrier des missions conjointes.

3- Résultats attendus

- (i) Les représentants de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement ont établi les contacts avec les autorités camerounaises et toutes les autres parties prenantes camerounaises ;
- (ii) Les objectifs, enjeux et procédures du programme FIP ont été cernés par les acteurs ;
- (iii) L'encadrement du FIP en rapport avec le processus REDD+ est mieux clarifié ;
- (iv) Les activités de préparation du plan d'investissement sont identifiées et planifiées ;
- (v) Le dispositif institutionnel de préparation du Plan d'Investissement du Programme FIP Cameroun est défini ;
- (vi) Les responsabilités des différents acteurs incluant celles des banques multilatérales sont clarifiées ;
et
- (vii) Les étapes et modalités de mobilisation du don de préparation sont définies

4- **Composition de la mission:**

Banque mondiale (à titre indicatif):

Emeran Serge Menang Evouna, Spécialiste Principal en Environnement et Chargé de Projet;

Doina Petrescu, Chargée des Programmes Développement Durable;

Amadou Ncharé, Agro-Economiste ;

Kristyna Bishop, Expert en Développement Social-;

Odilia Renata, Chargée de Communication ;

Jeanne d'Arc Edima, Assistante des Programmes.

Banque Africaine de Développement (à titre indicatif)

TOUNKARA, Samba Bocary, Chief Fisheries Expert, Chargé de projet;

PHILLIPS, GARETH B. P. J., Chief Climate & Green Growth Officer;

CISSE Aly, Chargé de Programme Pays ;

Mr Garba Laouali, Environnementaliste Principal ;

NYAGA Albert, Spécialiste de Développement Rural ;

BISSAKONOU, Judes, Spécialiste en Développement Social ;

Cyrille Ekoumou Cosultant en Aménagement Forestier

Annexe 4 : Programmation de la mission

Heure	Activités	Observation	Lieu
21 septembre 2015			
8.30-09.45	Prise de contact avec les Représentants résidents Réunion interne des participants des deux Banques multilatérales (BM, BAD)	Harmonisation des points de vue et messages	OK
10:00-10.30	Réunion avec le Point focal PIF et le Coordonnateur National REDD+	Discussions sur les messages clé à partager avec les autorités	OK
14.00-18.00	Réunion avec le groupe de travail technique multisectoriel et la Coordination nationale REDD+	Discussion sur les enjeux PIF et en particulier du Programme PIF Cameroun Validation du calendrier de la mission	OK
16:00	Audience avec le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural	Présentation de la mission	OK
22 septembre 2015			
9:00	Réunion avec le DGCOOP, MINEPAT		OK
12:00-14:00	Audience avec le Ministre de l'Environnement, Protection de la Nature et développement Durable	Présentation de la mission	OK
14:00	Rencontre des Equipes BM/BAD	Échange sur l'Aide-mémoire	OK
15:00	Réunion avec la Coordination nationale REDD+		OK
23 septembre 2015			

10.00-14.30	Rencontre avec les partenaires techniques et financiers impliqués dans REDD+ (UE, AFD, KFW, FAO, UICN, CIFOR, ITTA, WWF, JICA, WCS, CIRAD, etc.)	Présentation de la mission et enjeux PIF et rôle potentiel des OSC Échange sur le processus de consultation des acteurs ;	OK
14.00-15.00	Audience avec le Ministre des Forêts et de la Faune	Présentation de la mission	OK
16:00-17:00	Audience avec le Haut Commissaire du Royaume-Uni au Cameroun	Présentation de la mission	OK
17.30- 19:00	Echange avec la Coordination Nationale REDD+ et le Point focal FIP sur l'Aide mémoire et le pl		OK
24 septembre 2015			
	Travail interne des deux Banques		OK
25 septembre 2015			
	Travail interne des deux Banques		OK

Annexe5 : Projet de Terme de référence de la première mission conjointe

Annexe : Termes de Référence de la mission conjointe

**PIF – Cameroun
Mission conjointe
Mars 2016
Termes de référence**

***PROGRAMME D'INVESTISSEMENT FORESTIER
(PIF – Cameroun)***

**Première MISSION CONJOINTE
mars 2016**

===o TERMES DE REFERENCE o===



1. Contexte

Le Fonds d'Investissement Climat (CIF) mis en place par les Banques Multilatérales de Développement, vise à promouvoir la coopération internationale sur le changement climatique et à appuyer les pays en développement dans leurs efforts d'atténuer l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et de s'adapter au changement climatique. Le Programme d'Investissement pour les Forêts (PIF) est l'un des fonds du CIF, dont **le but est de mobiliser les politiques, les mesures et les financements substantiellement croissants en vue de faciliter la réduction de la déforestation et de la dégradation forestière et de promouvoir la gestion durable des forêts (REDD+)**. Le PIF ne pourra pas en soi offrir les mesures incitatives nécessaires pour réduire de manière significative les émissions de gaz à effet de serre, mais pourra permettre aux pays pilotes de tirer profit des mesures incitatives si elles sont mises en œuvre dans le cadre d'un mécanisme adopté par la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, qui assure la promotion et la valorisation du secteur forestier, comme le mécanisme REDD+.

Le PIF vise essentiellement à **appuyer les efforts déployés par les pays en développement au titre du programme REDD**. À cet effet, il leur fournit, en début de processus, des crédits de soudure pour financer la préparation au programme REDD. Le PIF finance également des investissements publics et privés identifiés dans le cadre des efforts déployés au plan national pour mettre en place une stratégie de préparation au programme REDD. Il offre ces financements en tenant compte par ailleurs des possibilités d'aider ces pays à s'adapter aux effets du changement climatique sur les forêts et de contribuer à diverses activités d'amélioration de l'état environnemental, telles que la préservation de la biodiversité, la protection des droits des peuples autochtones et des populations locales, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie en milieu rural. Le PIF financera aussi les initiatives visant à éliminer les causes sous-jacentes du déboisement et de la dégradation des forêts et à surmonter les obstacles qui ont empêché les efforts déployés jusqu'à présent d'atteindre ces objectifs. Le PIF sera conçu de manière à réaliser quatre objectifs précis, consistant à savoir :

- **Engager et faciliter des mesures destinées à transformer les politiques et les pratiques** liées au secteur forestier des pays en développement ;
- **Piloter des modèles transposables** ailleurs pour faire mieux comprendre les corrélations existant entre l'exécution des investissements, des politiques et des mesures liés à la forêt et les réductions durables d'émissions, la conservation et la gestion durable des forêts et l'amélioration des stocks de carbone forestier dans les pays en développement. En s'engageant en faveur de l'évaluation a priori et a posteriori de l'impact des programmes et des projets, le PIF veillera à ce que puissent être mesurés les résultats et l'efficacité des interventions qu'il finance pour réduire le déboisement et la dégradation des forêts ;
- **Faciliter la mobilisation de nouvelles ressources financières** au profit du programme REDD, notamment par le biais d'un mécanisme de préservation des forêts mis en place dans le cadre de la

CCNUCC. Ces ressources permettront de réduire de manière efficace et durable le déboisement et la dégradation des forêts, ce qui contribuera à améliorer la gestion durable des forêts ; et

- **Fournir des données d'expérience utiles** et faire part des réactions dans le cadre des délibérations de la CCNUCC sur le programme REDD.

Afin de réaliser les objectifs cités ci-dessus, le PIF financera et favorisera, notamment, des investissements dans les domaines suivants :

- **Capacité institutionnelle, gouvernance liée au secteur forestier et information**, par exemple, l'application de systèmes de suivi, de gestion de l'information et d'établissement d'inventaires dans le domaine forestier ; l'appui au développement des mécanismes juridiques, financiers et institutionnels, y compris l'application de la législation forestière, la cartographie cadastrale et la réforme du régime foncier ; l'élimination des mesures perverses d'incitation qui favorisent le déboisement et la dégradation ; les activités de planification Trans sectorielles et basées sur le paysage ; le transfert de technologies écologiquement rationnelles ; et le renforcement des capacités des peuples autochtones et des populations locales ;
- **Investissements consacrées aux mesures d'atténuation, notamment les services liés aux écosystèmes forestiers**, par exemple, la conservation forestière ; la promotion du paiement des services environnementaux et d'autres dispositions équitables de partage des avantages ; la reconstitution et la gestion durable des forêts et paysages dégradés ; le boisement et le reboisement des terres déboisées ; la restructuration des industries forestières et la promotion de partenariats entre les entreprises et les populations ; les mesures de protection de la forêt ; l'amélioration des pratiques de gestion des terres ; et la promotion de labels garantissant que le bois utilisé provient de sources d'exploitation durable ;
- **Investissements dans d'autres secteurs nécessaires pour atténuer la pression exercée sur les forêts**, par exemple, l'exploitation d'autres sources de revenu et d'autres moyens de lutte contre la pauvreté ; d'autres programmes d'énergie ; les investissements agricoles dans le cadre de la planification rationalisée de l'utilisation des sols ; et l'intensification agricole, y compris l'agroforesterie.

Dès lors, les Banques Multilatérales de Développement (BMD) se sont organisées pour appuyer le gouvernement, en consultation avec toutes les parties prenantes - les organisations des Nations Unies, les partenaires bilatéraux, le secteur privé et les organisations de la société civile – dans la mise en place du processus de préparation de la stratégie d'investissement devant conduire à l'élaboration du PIF.

L'élaboration du PIF comprend donc les phases suivantes :

- Mise en place de l'équipe technique permanente multisectorielle
- Préparation du PIF

- Travail analytique et identification des priorités d'investissement
- Elaboration de la stratégie d'investissement
- Validation de la stratégie d'investissement lors d'un atelier national (mission conjointe)
- Elaboration des projets et finalisation du PIF
- Envoi du PIF au SC-PIF pour approbation
- Rédaction des projets après approbation du PIF
- Mise en œuvre du PIF :
 - Mise en œuvre des projets du PIF

La République du Cameroun a été sélectionnée en mai 2015 comme un des pays pilotes bénéficiaire des appuis multiformes en vue de l'élaboration d'un Plan d'Investissement Forestier (PIF). Cette sélection tient compte de l'état d'avancement du pays dans le processus de 'préparation à la REDD. Le Cameroun a vu la validation de son document R-PP en février 2013 par le Comité de Participants du Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF) de la Banque Mondiale (Forest Carbon Partnership Facility). Le processus de préparation du R-PP a assuré la participation et l'implication des acteurs concernés par la déforestation et dégradation forestière, notamment les peuples autochtones et des communautés locales. Le RPP du Cameroun est donc le fruit des consultations réalisées à tous les niveaux (national, régional et local) et dans toutes les zones agro-écologiques.

Le R-PP du Cameroun propose une feuille de route dont l'objectif est la création des capacités institutionnelles et techniques et dont le principal produit reste la production d'une stratégie nationale REDD+.

2. Rappel sur la mission de cadrage

Dans l'optique de préparer la mission conjointe du PIF au Cameroun, une **mission de cadrage** composée des représentants des BMDs (BM et BAD), ainsi que des membres observateurs (Fonds des Forêts du Bassin du Congo), s'est tenu à Yaoundé du 21 au 25 septembre 2015.

Cette mission de cadrage des banques multilatérales de développement (BMD) a permis d'initier un processus de dialogue avec le gouvernement et de planifier avec les responsables nationaux l'ensemble des activités de préparation du PIF. Menée sous le leadership du gouvernement en la personne de Dr. HAMAN UNUSA, Point Focal PIF au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable - avec la participation des représentants de la Banque Mondiale, et de la Banque Africaine de Développement, cette mission préparatoire a permis de:

- a) Discuter des finalités du programme PIF, de ses retombées et des modalités de son application au Cameroun afin d'assurer une compréhension et une vision communes du PIF au Cameroun par toutes les parties prenantes ;
- b) Solliciter les points de vues des parties prenantes sur les types d'activités que devraient intégrer ce programme au Cameroun ;
- c) Discuter comment le PIF s'insère et appuie le processus de préparation de la stratégie nationale REDD+ ;
- d) Recenser les études analytiques existantes, stratégiques, de programmation et de planification dans les domaines de la foresterie, de la gestion des ressources naturelles, du développement rural, du changement climatique, de la gestion des catastrophes naturelles, et toute documentation pouvant guider l'élaboration de la stratégie d'investissement ;
- e) Identifier et s'entendre avec le gouvernement sur les dates de la mission conjointe, sa composition, le rôle de chaque institution, le budget, les étapes futures, et ce en se concentrant sur le type de compétences qui seront nécessaires pour la mission, le plan de diverses réunions pour assurer une couverture complète des sujets importants et en intégrant les besoins spécifiques du gouvernement.

La réunion préparatoire a ainsi permis de :

- 1. Assurer la bonne compréhension du PIF par tous, et d'harmoniser les points de vue pour construire une vision commune pour la préparation du PIF au Cameroun par toutes les parties prenantes ;
- 2. Confirmer l'adhésion et la disponibilité des parties prenantes pour accompagner le PIF dans un processus transparent d'échange et de partage de l'information ;
- 3. Adosser le PIF sur les politiques nationales de référence (Vision 2035, DSCE, stratégies et programmes à périmètre ministériels et sectoriels);
- 4. Confirmer l'ancrage institutionnel du PIF au MINEPED qui sera géré au jour le jour par le secrétariat technique du comité technique REDD;
- 5. Arrêter la date de soumission du PIF-Cameroun au SC-PIF au mois de mai 2016 pour son approbation lors de la réunion suivante du SC-PIF;
- 6. Mener un large dialogue avec la société civile les partenaires techniques et financiers ainsi que les ministères sectoriels impliqués dans le processus REDD+ au Cameroun ;

A l'issu de la réunion de préparation, **un plan d'action pour la suite du processus a été convenu**. Il comprend 4 grands groupes d'activités à savoir:

- 1) La préparation administrative du processus ;
- 2) La mobilisation des experts techniques et la collecte des données manquantes ;
- 3) L'élaboration du PIF ;
- 4) La soumission à validation.

Description de la mission conjointe

L'**objectif principal** de la première mission conjointe est d'appuyer le Cameroun dans son processus de préparation du Plan d'Investissement pour le PIF et examiner avec l'ensemble des parties prenantes les priorités d'investissement identifiées ainsi que la liste préliminaire des projets envisagés.

Les **objectifs spécifiques** de la mission sont les suivants:

- Examiner dans quelle mesure les recommandations de la mission de cadrage ont été observées ;
- Analyser la pertinence des priorités d'Investissement proposés et les discuter avec le gouvernement et les autres parties prenantes (les partenaires techniques et financiers, les membres de la société civile nationale et représentants des peuples autochtones) en vue de sa finalisation pour présentation au sous-comité du PIF;
- Examiner la liste préliminaire des projets envisagés sur la base des priorités d'investissement proposées ;
- Examiner la cohérence et l'adéquation des priorités d'investissement proposées avec les autres grandes initiatives et opportunités de financement autre le PIF.
- Discuter des modalités de mobilisation du secteur privé dans la mise en œuvre des Programmes, ainsi que les mécanismes possibles pour la gestion des fonds PIF;
- Discuter des questions liées au suivi de le Plan d'investissement FIP et ses programmes, le lien avec le système MNV (Monitoring, Notification et Vérification) national ;
- Réaliser une visite de terrain si nécessaire.

La mission aura des séances de travail avec les partenaires techniques et financiers pour assurer la cohérence entre le Plan d'Investissement les activités en cours au niveau de chaque partenaire.

Les résultats attendus de la mission comprennent les points suivants :

- A.** Un aide-mémoire décrivant le processus, les principales conclusions et recommandations issues de la mission jointe et ;
- B.** Une analyse technique des propositions préliminaires qui intègrera :
 - i) Les forces et faiblesses des priorités d'Investissement préliminaire qui seront identifiées et partagées avec le Gouvernement et l'ensemble des parties prenantes;
 - ii) Les modalités de financement pour le Plan d'Investissement, ainsi que le rôle de chaque acteur est y compris le secteur privé;
 - iii) Les préoccupations spécifiques de la société civile par rapport à Plan d'Investissement;
 - iv) Un calendrier détaillé validé par le Gouvernement pour la finalisation du Plan d'Investissement et sa présentation au sous-comité PIF;

Les tâches de la mission conjointe doivent permettre d'aider le Gouvernement du Cameroun à conduire efficacement son processus de préparation du Plan d'investissement FIP, à travers une large consultation, le

dialogue avec les principales parties prenantes et l'analyse des politiques, stratégies et plans de développement clés.

Les activités seront dirigées par le gouvernement du Cameroun et les BMDs apporteront leur soutien. En amont, les deux parties tiendront des réunions préparatoires (audioconférences / vidéoconférences) régulières afin d'alléger la mission proprement dite.

Les tâches de la mission seront basées sur les résultats de l'exercice d'inventaire et d'analyse qui seront effectués par des consultants sous la supervision du secrétariat technique REDD+ et qui porteront sur les domaines pertinents tels que la foresterie, la gestion des ressources naturelles, le développement rural et le changement climatique. Il s'agira aussi de l'analyse des politiques, stratégies (DSCE, PNIA, PANLC, Stratégie sous-secteur rural, Stratégie Sous-secteur Forêt, stratégie MINEPDED), des plans, budgets et les programmes / activités. Les BMDs pourront fournir une assistance dans la consolidation de l'analyse et l'identification des principales lacunes et goulots d'étranglements ne permettant pas la gestion durable des forêts au Cameroun. La mission examinera ces priorités et s'assurera de leur validation par le Gouvernement. Le processus de validation, fait dans le cadre d'un atelier national, portera sur :

- **l'analyse institutionnelle**, la confirmation des principaux acteurs, la définition de leurs rôles et responsabilités ;
- l'identification éventuelle d'une analyse complémentaire des **insuffisances et obstacles** ;
- les **recommandations en termes d'axes prioritaires** pour intégrer la gestion durable des forêts dans les plans de développement et les politiques nationales et favorisant l'implication de toutes les parties prenantes, en particulier de la société civile et du secteur privé.

Au cours de la mission conjointe, les BMD focaliseront leurs efforts sur :

- les consultations élargies avec les principales parties prenantes,
- les accords sur les secteurs prioritaires et les activités du PIF,
- l'assistance du Gouvernement dans la finalisation de la stratégie d'investissement.

Consultations élargies avec les principales parties prenantes

La mission consultera les types d'acteurs suivants :

- **Institutions nationales**
- **MINEPAT**
- **MINFOF**
- **MINEPDED**
- **MINEPIA**
- **MINAS**
- **MINADER**
- **MINEE**
- **MINDCAF**
- **MINTP**
- **MINPROFF**
- **Organisations du secteur privé:**
- **Organisations de la société civile y compris les populations autochtones et groupes vulnérables:**
 - **Plates formes Société Civile REDD+ et FLEGT**
 - **WWF**

- **UICN**
- **WCS**

- **Organisations académiques et de recherches**
 - **Université de Yaoundé 1**
 - **Université de Dschang**
 - **CIFOR**
 - **IRAD**
 - **ICRAF**
 - **CIRAD**
- **Projets et programmes de développement nationaux:**

- **Partenaires bilatéraux et multilatéraux :**
 - UK
 - PNUD
 - FIDA
 - Commission Union Européenne
 - AFD
 - GTZ
 - KFW
 - JICA

- **Organisations techniques régionales :**
COMIFAC

Composition de la mission.

Les deux tableaux ci-dessous indiquent la composition de la mission tant au niveau des BMDs qu'au niveau de la partie nationale

Tableau 1 : Liste des potentiels experts BMDs participants à la mission conjointe.

Emeran Serge Menang Evouna	Co-Mission Leader, Sr. Environmental Specialist	IDA/IBRD
Loic Braune	Natural Resource Management Specialist	IDA/IBRD
Odilia Renata Hebga	Communication Specialist	IDA/IBRD
Consultant	Forest / REDD Specialist / Inv Plan Document	IDA/IBRD
Doina Petrescu	Program Leader	IDA/IBRD
Amadou Ncharé	Agricultural Economist Specialist	IDA/IBRD
Consultant	Energy/ Economist Specialist	IDA/IBRD
Kristyna Bishop	Social Safeguards Specialist	IDA/IBRD
Jeanne d'Arc Edima	Program Assistant	IDA/IBRD
Samba Tounkara	Co-Mission Leader and AfDB Team Leader	ADB
Modibo Traore	Chief Natural Resource Expert	ADB
Gareth Phillips	Chief Climate & Green Growth Officer	ADB
Ali Cisse	Principal Country Programme Officer	ADB
Judes Bissakonou	Rural development specialist	ADB
Christiane Bollo-Tema	Private Sector Specialist	ADB
Nathalie Gahunga	Chief Gender Specialist	ADB
Paul Djogbenou (Consultant)	Forestry management + Governance	ADB
Consultant to be recruited	Forestry et FIP specialist / REDD+	CBFF / ADB
Consultant to be recruited	Forestry technology and add Value specialist	CBFF/ADB
local staff	Admin Assistant	ADB

Tableau 2 : Liste des potentiels experts de la partie nationale participants à la mission conjointe.

Noms et prénoms	Institutions
AMOUGOU Joseph A.	MINEPDED/SDMCC
NZOGANG Daniele	CN-REDD+
ZOUH Tem Isabella	CN-REDD+
TCHINDA Tazo Simplicie	MINT/DMN
MAMOUO Tientcheu Brice	CN REDD+
BOUBA Hawe	AIWO-CAN
HAMAN Unusa	MINEPDED
MINLEND Sidonie	MINAS
NTSAGA MBOLE Yves	DGCOOP/MINEPAT
Dr. ASUTAKANG James	PM Office
EBOLO Gilles Arsene	MINDCAF
Pr. TCHINDJANG Mesmin	Université de Yaoundé I
ONGOUA Martine	MINPROFF
ETAME AKOULONG Jean Jacques	MINADER
NKIE Martin Cyrille	MINFOF
ASSAN GOMSE	MINFOF
MOKOM Clorine	CN-REDD+/MINEPDED
NGALLE AVA Nicole Blanche	SDACL/OUNOUDT
TIOMO DONGFACK Emmanuel	CEW
AKEM Joseph Aristide	PAST/REDD+
EFOUBA Alinga	FOPESS
MOUEL NJOCK Jacques Delmas	FOPESS
BILACK GARKA Armand Blaise	MINTOUL
BIGNOM Blaise	CONSULTANT MINEPDED
MOMO Achille	CONSULTANT MINEPDED
Dr.MEKE SOUNG Pierre N.	MINEPIA
OIOA Venant	CN/REDD+

Annexe 1: Agenda provisoire de la mission

Jours	Horaires	Activités	Observations	Lieu
Jour 1	9h00 – 12h00	Réunion interne aux membres internationaux de la mission	Réunion pour discuter l’agenda, méthodologie de travail et résultats attendus	BAD
	14h00-18h00	Réunion d’Ouverture avec les autorités camerounaises	Réunion présidée par le Ministre (d’après sa disponibilité)	MINEPDE D
		Discussion avec l’équipe du gouvernement (MINEPDED et CN-REDD)	Validation agenda Avancées sur la stratégie nationale REDD Passage en revue des résultats de la mission de cadrage et autres recommandations des réunions audio/vidéo conférence Présentation de la Stratégie préliminaire	
Jour 2	9h00-12h00	Discussion avec l’équipe du gouvernement (MINEPDED et CN-REDD)	Discussion sur les modalités de financement Rôle du secteur privé	
	13h00-15h00	Réunion avec les partenaires techniques et financiers	- Réactions à la Stratégie d’Investissement préliminaire	
	15h30 – 17h30	Réunion avec le secteur privé sur la Stratégie d’Investissement	- Discussions sur le rôle et les attentes du secteur privé	
Jour 3	9h00 – 11h00	Réunion avec la société civile sur la Stratégie d’Investissement	- Réunion avec un groupe élargi de la société civile	
	13h00 – 15h00	Réunion avec membres du Comité National REDD et Comité Interministériel REDD		

Jour 4	9h00 – 11h00	Réunion sur le suivi du PIF, le cadre logique PIF et le lien avec le MNV national		
	13h00 – 15h00	Réunions entre la partie gouvernementale et la mission		
Jour 5	9h00- 12h00	Réunion interne aux membres de la mission	Préparation de l'aide-mémoire de la mission	
	14h00	Réunion de restitution avec le Gouvernement	Présidée par le Ministre (d'après sa disponibilité)	
Jour 6	Visite de terrain. Visite d'un projet à identifier			

